



Le 08/01/2015

Monsieur le Président,

Vous nous réunissez ce jour pour un comité technique emploi.

A FO-DGFIP nous n'avons pas sollicité, puis obtenus les suffrages de nos collègues pour, dès la première réunion pratiquer la politique de « la chaise vide ».

Nous siégerons donc même s'il ne peut être question d'approuver les suppressions d'emplois ni de donner notre aval sur la répartition de celles-ci.

FO-DGFIP défend l'intégralité des missions exercées par des agents à la qualification élevée.

Malgré les suppressions continues d'emplois, les restrictions budgétaires et la dégradation constante des conditions de travail, c'est bien par leur qualification, leur technicité et leur sens du service public, que les agents peuvent « tenir encore » pour rendre aujourd'hui les services aux usagers, nonobstant une charge de travail en forte augmentation

Pour contre partie, un bien modeste cadeau : le ticket restaurant à 6 € après le dégel!

La DGFIP est sans doute une des dernières directions à réseau, ce qui en fait effectivement le service public le plus présent sur le territoire des grandes métropoles mais surtout en milieu rural.

Comment encourager le repeuplement de territoires en cours de désertification, voir en jachères si l'état est absent?

**F.O.- DGFIP** est particulièrement attaché à cette proximité au service des élus locaux et des usagers.

Mais dans le cadre de « la démarche stratégique » Il s'agissait bien de substituer de « nouvelles

perceptions de la proximité » à la proximité des trésoreries.

Ainsi la démarche stratégique est un véritable instrument de destruction des missions et d'étranglement du réseau, mais également des droits individuels des personnels, voir de leur santé morale.

Pour le Syndicat **F.O.-DGFIP**, ce destin n'est pas inéluctable et nous revendiquons un changement complet de la politique de destruction de la DGFIP au profit d'une politique de soutien à toutes les missions financières et fiscales.

Cela passe par l'arrêt immédiat des suppressions d'emplois et de crédits budgétaires en préalable à une ouverture de négociations sur la mesure des moyens nécessaires pour rétablir un véritable service public pour tous les usagers publics et privés.

Le Syndicat **F.O.-DGFIP** demande à nouveau l'arrêt de la démarche stratégique directionnelle, qui derrière de beaux discours, aggrave le quotidien des agents et conduit à une mobilité forcée par un resserrement du réseau.

### **Nos missions et notre avenir en dépendent !**

Depuis maintenant plus de 10 ans, nos services subissent, sacrifient chaque année des emplois devenus depuis trop longtemps insupportables, sur l'autel de la rentabilité.

Les agents de catégories B et C ayant supporté jusqu'à présent la quasi-totalité de ces suppressions, ils sont devenus au fil des années totalement démobilisés, surchargés d'une masse de travail en augmentation et lassés des réorganisations physiques ou professionnelles dont l'efficacité n'est pas toujours avérée.

Nous vous avons à maintes reprises alerté, mais les réponses sont en inadéquation avec l'attente des personnels.

**F.O.-DGFIP** estime que la prise de conscience des risques liés aux conditions de travail par la Direction est, faute de moyens, au mieux un affichage destiné à préserver l'administration en cas de problèmes.

Nous avons pris note de l'intention de réduire les horaires d'ouverture au public dans les services, nous en débattons le 13, mais il est bien évident que cette solution est un aveu d'impuissance de la part de la Direction Générale et qu'une nouvelle réduction de l'offre de service public n'améliorera pas les relations avec les redevables.